

La participation à plein temps de quelques jeunes femmes dynamiques et très instruites et la recherche sur ces organisations ont considérablement favorisé le débat sur les femmes et le développement.

Ces liens finiront-ils par influencer la croissance des mouvements de femmes à l'échelle nationale, permettant au gens d'être au-dessus des classes et

des intérêts ? La connaissance des questions qui préoccupent les femmes pauvres, des effets de la politique de développement et des lois concernant l'agriculture, la foresterie, l'industrialisation, les sciences, la technologie et autres domaines est encore limitée dans la plupart des organisations de femmes. L'acquisition de telles connaissances, est une activité

à long terme. Si ce processus peut être étendu à l'ensemble du secteur de l'enseignement, le développement sera certainement activé et ses effets pourront transformer radicalement l'avenir des femmes en Inde. □

Vina Mazumdar est la directrice du Centre for Women's Development Studies, à New Delhi.

LE TRAVAIL DOMESTIQUE EN AMÉRIQUE LATINE

par MAGDALENA LÉON

Le travail domestique a été assigné à la femme à titre de rôle fondamental et c'est pourquoi on définit principalement la femme en tant que maîtresse de maison, mère ou épouse.

Le travail domestique effectué par la maîtresse de maison pour sa famille et sans rémunération n'est pas considéré comme un travail et on qualifie la maîtresse de maison d'inactive dans les recensements statistiques de nos sociétés. Voilà l'expression la plus claire de la dévalorisation sociale qui accompagne le travail domestique, sans compter qu'il enlève tout pouvoir réel aux femmes qui l'exécutent et qu'il les place dans une position de subordination au sein de la société.

Lorsque la maîtresse de maison délègue une partie des responsabilités domestiques, généralement à une autre femme, le travail domestique se transforme en service domestique salarié.

L'existence du service domestique a permis à des femmes issues des couches moyennes et supérieures de la société d'accéder au marché du travail rémunéré. Bien que, pour la femme qui travaille à l'extérieur, toutes les responsabilités de maîtresse de maison n'aient pas disparues (ce qui entraîne le phénomène de la double journée de travail), le fait de sortir du foyer pour grossir les rangs de travailleurs est reconnu comme une condition nécessaire, mais non suffisante au processus de sa libération.

Pourtant l'existence du service domestique empêche la femme de faire aboutir ses revendications, à savoir le partage des responsabilités domestiques avec d'autres membres du noyau familial et constitue, sans aucun doute, un frein à la libération, du fait que le travail domestique continue à être attribué à la femme comme étant sa fonction naturelle, que ce soit à titre d'employée de maison ou de maîtresse de maison.



Des travailleuses très vulnérables et mal informées. Photo de Magdalena León

En Amérique latine, la migration des campagnes vers la ville a été un processus sélectif, touchant principalement les femmes. Selon des données fournies par la FAO et le *Programa Regional del Empleo para America Latina y el Caribe* (PREALC), en Amérique latine, entre 1960 et 1970, environ 3,8 millions de femmes ont quitté le secteur rural pour aller s'installer dans les villes.

« 37 p. 100 de la main-d'œuvre féminine en Colombie. »

La jeune femme migrante qui s'engage comme domestique abandonne son foyer pour aller vivre dans un « foyer » succédané où prédomine la relation de travail (qui a tous les aspects d'une relation de servitude et où manquent presque complètement les liens affectifs). L'employée de maison y exerce une fonction qui même lorsqu'elle est bien rémunérée, est grandement dévalorisée dans la société.

Par ailleurs, le foyer succédané la prive de relations plus profondes et, dans une certaine mesure, l'isole de la société de consommation, puisque ses besoins essentiels sont satisfaits, et son monde social limité à celui de la famille qui l'engage. Une telle dévalorisation personnelle et un tel isolement amènent l'employée de maison à un processus rapide et contradictoire de

transculturation par lequel elle acquiert les valeurs de la classe sociale de ses employeurs, sans perdre tout à fait celles de sa classe d'origine.

Le service domestique est la catégorie qui regroupe le pourcentage le plus élevé de la main-d'œuvre féminine. Au Chili et en Argentine, par exemple, ce taux atteint 20 p. 100 et il augmente si l'on ne considère que la population féminine urbaine économiquement active; en République Dominicaine, il atteint 27 p. 100, et en Colombie 37 p. 100.

Les employées de maison sont le plus souvent des migrantes rurales, issues du milieu paysan (ou prolétariat agricole), jeunes pour la plupart. Une bonne partie d'entre elles se retirent du marché du travail lorsqu'elles entament leur phase reproductive, pour fonder un foyer ou pour élever leurs enfants. Quelques-unes retournent sur le marché du travail après cette phase reproductive, la plupart du temps pour grossir les rangs des femmes de journée.

Le niveau de scolarité de la plupart de ces travailleuses est très bas: taux élevé d'analphabétisme ou enseignement primaire inachevé, notamment chez les plus âgées. Cependant, même celles qui atteignent un niveau de scolarité plus élevé peuvent difficilement aspirer à un statut professionnel différent.

Enfin, en ce qui concerne les conditions de travail, la situation est très précaire. Non seulement la réglementation du travail est généralement assez restreinte, mais on l'ignore souvent totalement, ce qui fait qu'elle n'est pas appliquée. La journée de travail n'a pas de limites, surtout pour la bonne logée et nourrie, et le salaire est inférieur au salaire minimum légal. Bien qu'une partie du salaire soit payée en nature, et l'autre partie en espèce, l'augmentation du coût de la vie et les lourdes responsabilités pécuniaires qu'ont ces bonnes à tout faire envers leurs enfants et leur famille les situent dans le groupe des plus pauvres parmi les pauvres. □

Magdalena León a publié de nombreux livres et ouvrages portant sur le thème de la femme et travaille en tant que chercheuse pour l'Asociación Colombiana para Estudios de Población (ACEP) (Association colombienne pour les études sur la population).

NDLR: L'auteure nous a remis une bibliographie que nous n'avons pu publier pour des raisons d'espace, mais on peut l'obtenir en faisant la demande au bureau du CRDI à Bogotá.